



attac

Le Courriel d'information

n°377 – Mardi 05 novembre 2002

TROIS REGARDS SUR L'IRAK

Dans ce numéro

Deuxième numéro spécial « Regards sur »

(voir aussi le n°367 – Deux Regards sur un conflit). Ces numéros sont réalisés par une équipe internationale de militants que vous pouvez joindre à journal-regardsur@attac.org

1. Irak : non à une guerre illégitime (Par Justice et Paix-France)

Et d'ailleurs, comment croire qu'on puisse démocratiser un pays par la force ? La reconstruction d'une société civile, la réconciliation des groupes divers qui constituent l'Irak passent-elles par une défaite militaire face à une puissance étrangère ?

2. Où la guerre contre le terrorisme conduit elle le monde ? (Par Arzu Abdulayeva)

Il existe de très nombreux moyens pacifiques, non sanglants, pour influencer un dictateur, dont d'ailleurs la levée d'un blocus inefficace ou le soutien au secteur privé non lié au clan des Tikriti de Saddam. On peut beaucoup apprendre à ce sujet en écoutant les avis de l'opposition irakienne si l'on comprend que l'Occident doit soutenir la démocratie irakienne par tous les moyens et non seulement par ceux de la guerre, de l'artillerie et des raids aériens.

3. Lubrifier la machine de guerre (Par Charles-André Udry)

Au moins 32 importants responsables de l'administration Bush sont soit d'anciens membres de conseils d'administration, soit des consultants, soit des actionnaires importants de sociétés fournissant de l'armement ; et 17 de ces responsables nommés par le cercle présidentiel ont des liens avec des fournisseurs décisifs du système de défense par missiles : Lockheed Martin, Raytheon, Boeing et Northrop Grumman.

Rappel

Durant le Forum social européen (FSE) le Grain de sable deviendra un quotidien qui publiera des brèves (très courtes) comme cela s'est produit durant le FSM de Porto Alegre, les mobilisations de Doha (OMC) ou de Gênes (G8) et d'autres. Une couverture quotidienne (articles, photos, interviews audio et pour la première fois, normalement, de la vidéo) sera réalisée grâce à une équipe internationale d'une trentaine de bénévoles militant(e)s venant des ATTAC d'Autriche et d'Allemagne, de Belgique, de Suisse et de France et bien entendu d'Italie. Vous pouvez déjà retrouver en exclusivité le programme des ATTAC à Florence (plénières, séminaires et ateliers) : thème, salle, jour et heure. Vivez en direct cet événement avec nous ! www.attac.info

Irak : non à une guerre illégitime

Par Justice et Paix-France

Certaines guerres éclatent par surprise, prenant tout le monde au dépourvu. Pour d'autres, on peut parler de « chronique d'une guerre annoncée ». Les conditions du jugement éthique ne sont pas les mêmes dans un cas et dans l'autre. Face à l'urgence, surtout si l'on est soi-même directement menacé, il est rare que l'on dispose du temps et de la sérénité d'esprit nécessaires pour peser les arguments justifiant telle ou telle forme de réaction. Tel n'est pas le cas en ce qui concerne les projets d'action militaire de l'administration Bush contre l'Irak, qui font l'objet de débats publics étalés sur plusieurs mois. On ne saurait donc invoquer, pour porter un jugement

éthique sur la légitimité de ces projets, une quelconque « éthique de détresse » selon laquelle des actes injustifiables en temps « normal » se verraient justifiés par l'urgence. On ne saurait non plus condamner ces projets a priori et sans examen, sauf si l'on adhère, comme position de principe, à l'idée qu'aucune action militaire ne saurait jamais être moralement légitime, quelles que soient les circonstances. Telle n'est pas, à Justice et Paix-France, notre manière de voir : en 1999, nous avons soutenu qu'une action militaire était devenue légitime, faute de mieux et comme moindre mal, pour stopper la purification ethnique du Kosovo. Sommes nous dans un cas analogue aujourd'hui ?

Nous ne le pensons pas. Non que nous jugions Saddam Hussein plus fiable que Milosevic (nous



attac

souhaitons aux Irakiens d'être délivrés d'un homme qui n'a pas hésité à utiliser les armes chimiques et à envahir deux Etats voisins, l'Iran, puis le Koweït) ni que nous partagions on ne sait quel a priori anti-américain. Il nous paraît simplement que certaines des conditions à réunir pour qu'un recours aux armes soit justifié ne sont pas, en l'occurrence, réunies. Or les exceptions que l'on est parfois contraint de faire à l'interdit général de la violence sont définies par des conditions dont le respect s'impose de manière très stricte ; on ne peut en aucun cas les considérer comme de simples indications indiquant le « souhaitable ».

Il convient d'abord de s'interroger sur l'objectif visé. S'agit-il de faire face à une menace grave, que seule une action militaire pourrait écarter ? En Europe, nous avons cru d'abord qu'il s'agissait, pour la « communauté internationale », de contraindre l'Irak à appliquer les résolutions des Nations Unies sur l'élimination de son potentiel d'armes de destruction massive. Or, après douze ans d'embargo, après la cessation des inspections (1998), suivie de bombardements anglo-américains réguliers (323 missions depuis 1999), Saddam Hussein vient d'affirmer, sous la pression internationale, qu'il ne met plus de condition au retour des inspecteurs. Certes, on a de bonnes raisons de supposer que le dictateur irakien, en acceptant la demande - formulée de longue date, notamment par la France - d'un retour inconditionnel des inspecteurs, en application de la résolution 1284 du Conseil de sécurité, joue un habile coup politique. Mais il ne s'agit pas de peser la sincérité de ses intentions ; il s'agit de le prendre au mot pour soumettre ce pays à un régime d'inspection tel qu'il constitue une alternative réaliste à une intervention militaire pour écarter la menace. Car aucune action violente ne peut se légitimer tant qu'il existe des voies non militaires pour obtenir ce que l'on vise. Ce critère dit de « l'ultime recours » est reconnu comme essentiel par toutes les traditions éthiques et par le droit international..

Or le dispositif juridique et les mécanismes institutionnels existent et doivent pouvoir être mis en œuvre dès à présent. Par ailleurs, bien des experts estiment que les grandes puissances ont aujourd'hui les moyens de contenir et de maîtriser le risque résiduel que pourrait représenter l'Irak. C'est évident pour les Etats-Unis ; la France elle-même ne considère-t-elle pas que sa dissuasion vaut aussi à l'encontre des pays détenteurs d'armes de destruction massive ou susceptibles de le devenir ? On ne peut donc prétendre aujourd'hui que l'Irak constitue une menace urgente et immédiate, en tout cas une menace

telle que seul le recours aux armes pourrait l'écarter.

La manœuvre de Saddam Hussein met en lumière le véritable objectif visé par l'administration Bush : le changement du régime politique de Bagdad. Plusieurs conseillers du président l'ont d'ailleurs dit ouvertement. C'est pourquoi les Etats-Unis ont introduit, dans les termes de l'ultimatum en forme de résolution qu'ils demandent au Conseil de sécurité d'adopter, d'autres exigences que la liberté totale d'action des inspecteurs : la fin de l'oppression des minorités religieuses et ethniques, l'arrêt de tout commerce en marge du programme « pétrole contre nourriture », l'administration directe par l'ONU des ressources tirées de ce programme. Il va de soi que tout démocrate se réjouirait de voir l'Irak devenir une démocratie respectueuse de ses minorités. Mais rien, ni dans le droit international, ni dans les critères éthiques permettant de juger de la légitimité d'une entreprise guerrière, ne permet d'affirmer qu'un tel objectif, si louable soit-il, est de ceux que l'on peut obtenir par la violence des armes. Il faut certes le poursuivre, en Irak comme dans bien d'autres pays, mais par d'autres moyens que les armes.

Et d'ailleurs, comment croire qu'on puisse démocratiser un pays par la force ? La reconstruction d'une société civile, la réconciliation des groupes divers qui constituent l'Irak passent-elles par une défaite militaire face à une puissance étrangère ? L'analogie avec l'Afghanistan est trompeuse : il est douteux que l'envahisseur américain soit accueilli comme un libérateur par une population qui ne saurait oublier avant longtemps les souffrances de l'embargo et des bombardements. Et l'on doit aussi s'interroger sur l'après Saddam, qui constitue une grande inconnue, étant donnée la composition ethno-religieuse de ce pays.

Considérons aussi cet ancien critère des moralistes, moins désuet qu'il n'y paraît, l'« intention droite » : l'objectif est-il vraiment de faire régner la paix et la justice ? Ne se mêle-t-il pas quelques considérations d'intérêt ? Sans tomber dans un économisme simpliste (tous les conflits auraient pour cause des intérêts économiques : on sait que c'est là une « explication » souvent erronée), on peut néanmoins s'interroger sur le poids du facteur pétrolier : la maîtrise de l'Irak donnerait aux Etats Unis le contrôle des réserves de pétrole irakiennes (les deuxièmes au monde après celles de l'Arabie). Les positions des Etats-Unis dans les négociations internationales sur l'énergie sont-elles à mettre en rapport avec leurs efforts pour



attac

contrôler l'essentiel des ressources pétrolières mondiales (ce que l'on reprochait justement à l'Irak de viser en envahissant le Koweït) ?

Autre condition à prendre en considération, celle de la « proportionnalité » entre le « bien » que l'on prétend atteindre par les armes et l'ampleur des conséquences de cette « aventure sans retour » qu'est toute guerre. Quand on leur fait remarquer qu'une guerre contre le régime de Saddam Hussein pourrait embraser toute la région, les conseillers du président Bush laissent entendre que leur projet est d'établir dans l'ensemble du monde musulman un nouveau rapport de forces qui bouleverserait la donne géopolitique dans l'ensemble du Proche et du Moyen Orient : un renversement du régime de Saddam Hussein faciliterait, disent-ils, la diffusion et l'enracinement des modèles sociaux et politiques occidentaux (y compris les idées démocratiques) ; il amènerait à résipiscence les régimes anti-américains et créerait les conditions de la paix entre Israël et un Etat palestinien (dont les frontières et la souveraineté restent à préciser). Un tel optimisme sur ce que peuvent les armes est loin d'être partagé par les bons connaisseurs de la région, qui soulignent qu'un nouvel épisode de l'affrontement entre un pays arabe et les Etats-Unis (identifiés à l' « Occident ») ne pourrait que renforcer les courants islamistes radicaux et ouvrir la porte à de nouvelles déstabilisations régionales. Le sentiment, en particulier, que les Etats Unis usent de « deux poids, deux mesures » en ce qui concerne l'application des décisions de l'Onu dans la région s'en trouverait exacerbé.

Enfin, une guerre portera gravement atteinte aux promesses contenues dans la Charte des Nations Unies concernant la paix et la sécurité internationales. Le pays le plus puissant considère, par la voix de son Président, que le Conseil de sécurité, s'il ne se plie pas à sa volonté, n'a plus de rôle à jouer, qu'il est devenu « irrelevante ». Le Secrétaire d'Etat à la Défense, Donald Rumsfeld, demande au Congrès l'autorisation de recourir à la force avec ou sans l'accord du Conseil de sécurité des Nations Unies. Si ce comportement s'imposait, la guerre relèverait à nouveau de la compétence des Etats et surtout du plus puissant d'entre eux. Ils seraient libres d'en user à leur guise, sans que rien ne puisse s'opposer à eux, sauf une force plus grande, ce que précisément la Charte de l'ONU veut interdire.

Pour toutes ces raisons, et aussi parce qu'il nous semble particulièrement dangereux de légitimer la notion de « frappe préventive », nous joignons

notre voix à celles des responsables religieux qui se sont exprimés, aux Etats-Unis mêmes et en Europe (voir l'article du Cardinal Murphy-O'Connor dans Le Monde du 7 septembre) pour mettre en garde contre le recours aux armes. Le Saint Siège a également pris clairement position dans le même sens 3.

Nous trouvons dans ces événements de nouvelles raisons de travailler à l'avènement d'une politique internationale qui ne soit plus dominée par l'unilatéralisme des plus puissants, surtout quand la puissance prend une forme guerrière. Nous y trouvons aussi une raison nouvelle, pour l'Union européenne, de définir et de mettre en œuvre des politiques communes sur la scène internationale. Aujourd'hui, les peuples d'Europe risquent de se diviser entre ceux qui (notamment au Royaume Uni) soutiennent les projets de l'administration américaine, et ceux qui ont affirmé leur opposition à cette guerre, attitude qui semble dominante, notamment en Allemagne, mais aussi dans les pays d'Europe centrale candidats à l'entrée dans l'Union (République Tchèque, Hongrie, Pologne).

Cet écart, les dirigeants européens ne souhaitent pas le creuser, afin de pouvoir encore influencer Washington. Mais comme on le constate aussi sur d'autres dossiers (protocole de Kyoto, Cour pénale internationale, attitude vis à vis de la politique actuelle d'Israël, etc.), il invite l'Union européenne à poursuivre la définition et la mise en œuvre d'une « Politique étrangère et de sécurité commune » qui fasse d'elle, à terme, un pôle de puissance autre que le pôle américain. C'est nécessaire pour « maîtriser la mondialisation » et l'orienter sur d'autres voies que celles qui, aujourd'hui, engendrent injustices et frustrations chez les plus pauvres de notre planète. Cela aussi c'est une tâche pour les assoiffés de justice et les artisans de paix.

JUSTICE et PAIX-France
27 septembre 2002

1. Le Monde, 4-5 avril 1999. Le texte reste consultable sur notre site : www.justice-paix.cef.fr

2. L'actuel débat autour de l' « anti-américanisme » passe à côté du vrai problème : est-on « anti-américain » parce que l'on s'oppose à la politique de l'actuelle administration ? Est-on « anti-israélien » parce que l'on juge immorale et suicidaire la politique du gouvernement Sharon ? Etaient-ils « anti-français » ceux qui s'opposaient à la guerre d'Algérie ?

3. Jean Paul II a déclaré, le 18 septembre : « Après les vents de guerre qui menaçaient de



attac

bouleverser toute la région du Proche-Orient, nous avons reçu la bonne nouvelle de la possibilité d'une reprise de la collaboration de l'Irak avec la communauté internationale »

Irak : non à une guerre illégitime

Par Arzu Abdulayeva. Coprésidente du réseau international Helsinki Citizens' Assembly

Toute guerre signifie d'abord la limitation des droits des citoyens, notamment la liberté d'expression et de circulation. Nous pouvons l'observer aujourd'hui à l'échelle des continents. Deuxièmement, toute guerre entraîne la création de larges coalitions qui comprennent des pays non-démocratiques. Nous pouvons aussi observer cela. Conséquence, très souvent, à l'avant-garde de la guerre contre la terreur se trouvent des pays aux régimes autoritaires et totalitaires qui génèrent eux-mêmes la terreur. Troisièmement en général, les acteurs de paix disparaissent dans la guerre. Ces acteurs ont disparu en Serbie et ils vont disparaître pendant le renversement de Saddam Hussein. Comment tout cela peut-il coïncider avec les idéaux d'humanité ? La fin justifie-t-elle les moyens ? Quatrièmement, toute guerre nécessite des moyens énormes et provoque des destructions massives, la reconstruction coûtera infiniment plus encore que les moyens que la communauté internationale serait disposée à accorder au rétablissement de l'économie et une infrastructure d'un pays vaincu. Nous l'avons constaté en Serbie. Cinquièmement, chaque victoire militaire accentue les positions et les logiques qui légitiment les solutions de force de préférence à toute autre. Sixièmement, la guerre en Irak signifie la révision des lois internationales toujours en vigueur, même si elles sont largement inefficaces, et cela va affaiblir l'influence de l'ONU. Septièmement, une guerre victorieuse contre la dictature, mais aussi contre un pays musulman, va renforcer la voix des forces qui, en orient voient l'histoire au travers du prisme de l'opposition Chrétiens-Musulmans. Huitièmement les arguments de ces leaders arabes qui considèrent que les raisons de l'engagement de Bush le jeune ont à voir avec les problèmes électoraux du Parti Républicain et les questions économiques ne semblent pas dénués de fondements.

Examinons maintenant cet aspect de la démocratie occidentale sous le regard des populations de pays non démocratiques. Par exemple en ce qui concerne l'Azerbaïdjan l'Occident recommande instamment de ne pas déclencher la guerre avec l'Arménie qui, pourtant, occupe 15,7% du territoire du pays et de

poursuivre le dialogue. Nous l'avons effectivement poursuivi, sans résultats. L'Irak est prêt au dialogue avec l'Amérique, invite des sénateurs américains, ouvre ces installations civiles et militaires aux inspections. Mais Bush persiste dans sa volonté de renverser Saddam et affirme qu'il constitue un danger pour le monde entier. Saddam est un dictateur, mais pas plus qu'Haydar Aliev (le Président d'Azerbaïdjan) avec lequel les USA collaborent. La population des pays musulmans constate le relativisme moral de l'Occident et en tire les conclusions appropriées. L'Occident joue le maître en Asie et en Afrique depuis des lustres. La population de ces continents recherche la cause des problèmes actuels dans l'héritage du colonialisme. Sommes-nous maintenant au début de l'ère du néocolonialisme ?

Il y a de bonnes raisons de se préoccuper du fait que la chute du régime dictatorial de Saddam entraîne la désintégration de la République d'Irak en trois entités, le Kurdistan au Nord, le Centre Sunnite, et le Sud Chiite. La formation de facto, voire de jure du premier état kurde indépendant catalysera les forts mouvements séparatistes kurdes en Syrie, Turquie et Iran. Si cela est le cas, toute la région sera un foyer de guerre pour des décennies. Adieu dans ce cas à la démocratie, aux libertés civiles et au développement, incompatibles avec la guerre. Une partie de la population, brimée par le régime d'Hussein rêve de l'armée américaine, d'un renversement du dictateur, assuré avec un minimum de pertes humaines, les gens accueillants les libérateurs US avec des fleurs, tandis que la majorité de l'armée se serait révoltée contre la dictature. Ils imaginent une période post-Saddam idyllique : les Kurdes, les Arabes sunnites, les Arabes chiites ; les Turkmènes, les Assyriens et les autres groupes créant un état irakien fondés sur les principes démocratiques du fédéralisme, de la tolérance et du pluralisme. Tout cela bien entendu, sous les auspices de l'Amérique et grâce aux gigantesques revenus pétroliers. En examinant soigneusement les rappels de leurs contradicteurs sur la faiblesse des traditions et habilités démocratiques de la société irakienne, les optimistes répondent avec un argument - c'est Saddam Hussein et le cercle qui l'entoure qui sont coupables de tout, mais le peuple est assoiffé de démocratie. Mais alors jusqu'à quel point l'usage de la force laissera-t-il d'espace pour des mécanismes politiques ? Pourquoi ne pas affecter, ne serait-ce que le dixième de ce gigantesque effort de guerre (Cent milliards de dollars) pour soutenir les forces démocratiques irakiennes (y compris les démocrates islamiques !) à la fois à l'intérieur du pays et dans l'émigration et préparer un pouvoir



attac

alternatif et un programme de développement. Pourquoi ne pas financer une puissante information anti-Saddam accessible, grâce aux satellites, sur tout le territoire irakien. Il existe de très nombreux moyens pacifiques, non sanglants, pour influencer un dictateur, dont d'ailleurs la levée d'un blocus inefficace ou le soutien au secteur privé non lié au clan des Tikriti de Saddam. On peut beaucoup apprendre à ce sujet en écoutant les avis de l'opposition irakienne si l'on comprend que l'Occident doit soutenir la démocratie irakienne par tous les moyens et non seulement par ceux de la guerre, de l'artillerie et des raids aériens.

Arzu Abdulayeva
Bakou, Septembre 2002

Lubrifier la machine de guerre

Par Charles-André Udry

Quand la guerre, conduite sous la houlette des Etats-Unis, va-t-elle commencer ? Du si, les « observateurs » ont passé au quand. Mais cette guerre n'a-t-elle pas déjà commencé ?

Pour le seul mois d'août 2002, les chasseurs bombardiers anglais et américains ont effectué « 10 sorties » sur le territoire irakien afin de bombarder des « centres de commandement ». A l'ombre des débats publics - plus exactement d'une vaste campagne d'information biaisée - les forces militaires américaines se déploient dans une zone entourant l'Irak, à un rythme supérieur à celui qui a prévalu durant l'opération « Bouclier du désert » (8 août 1990-15 janvier 1991), phase préparatoire à l'offensive « Tempête du désert ». Un diagramme du positionnement des troupes américaines - d'importance certes inégale - au Moyen-Orient, en Asie centrale et dans la Corne de l'Afrique permet de mesurer l'ampleur du dispositif : Pakistan, Afghanistan, Ouzbékistan, Kirghiztan, Kazakhstan, Tadjikistan, Géorgie, Azerbaïdjan, Turquie, Jordanie, Egypte, Koweït, Arabie saoudite, Qatar, Bahreïn, Oman, Yémen, Erythrée et Kenya. A cela s'ajoutent les bâtiments de la flotte des Etats-Unis qui croisent dans le Golfe persique, la mer d'Oman, la mer Rouge, la mer Méditerranée... Dans ce dispositif, Israël a toute sa place.

Pas étonnant dès lors que les spécialistes militaires américains soulignent que la logistique pour conduire une guerre contre l'Irak est qualitativement supérieure, aujourd'hui, à celle qui existait en 1990 (1).

Le monopole de la puissance

Une troisième étape de la guerre contre l'Irak va s'ouvrir. Après la guerre contre l'Afghanistan, elle atteste d'un nouveau déploiement de l'impérialisme américain, qui fait suite à la phase de transition des années fin 1980 à 2001.

Les lignes de force de cette politique ont été esquissées, déjà au début des années 1990, par des membres influents du cercle actuel entourant George W. Bush. Ainsi, le 8 mars 1992, le New York Times laissait filtrer le contenu d'un projet de Defense Planning Guidance, pour les années 1994-1999, écrit à l'attention du Pentagone. Il s'agissait de définir la politique diplomatique et militaire des Etats-Unis pour l'après-guerre froide (l'après-implosion de l'URSS). Les auteurs ? Dick Cheney (le vice-président d'aujourd'hui), Donald Rumsfeld (l'actuel secrétaire à la Défense) et Zalmay Khalilzad, qui représente, maintenant, le National Security Council (Conseil de sécurité national) auprès de Karzaï en Afghanistan. Ce papier « soutenait que la mission de l'Amérique consistait à assurer qu'aucune autre superpuissance ne puisse émerger dans le reste du monde. Les Etats-Unis pourraient faire cela en convainquant les autres pays industriels avancés que les Etats-Unis défendraient leurs intérêts légitimes et en maintenant un potentiel militaire suffisant. Les Etats-Unis doivent instaurer des mécanismes afin de dissuader des concurrents potentiels de chercher, y compris, à avoir la prétention de jouer un rôle régional plus important ou un rôle mondial. Le document décrivait la Russie et la Chine comme des menaces potentielles et avertissait que l'Allemagne, le Japon et d'autres puissances industrielles pourraient être tentés de se réarmer, d'acquérir des armements nucléaires si leur sécurité était menacée, et cela pourrait les conduire à entrer en concurrence avec les Etats-Unis. » (2)

Cette orientation est étonnamment similaire à celle des déclarations présentes de Condoleezza Rice, la proche conseillère de G. W. Bush en matière de sécurité nationale, de D. Rumsfeld ou de D. Cheney. Ainsi, le 20 septembre 2002, le New York Times (NYT) rendait compte d'un document intitulé « La stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis ». L'article était titré : « Bush expose la doctrine : frapper d'abord les ennemis ». On peut traduire ainsi : guerre préventive.

Le NYT commentait de la sorte ce document : « Il démontre une approche beaucoup plus musclée et agressive de la sécurité nationale que celle mise en oeuvre depuis la période de Reagan. Il inclut le



attac

rejet de la plupart des traités de non-prolifération [des armes nucléaires] en faveur d'une stratégie de « contre-prolifération », faisant référence à tout, depuis le bouclier antimissile jusqu'au démantèlement des armes et de leurs composants. Ce document indique que les stratégies d'endiguement (containment) et de dissuasion - pivots de la politique américaine depuis les années 1940 - sont vouées à être liquidées. Il n'y a pas de possibilité dans ce monde en changement, affirme le document, de dissuader ceux qui « haïssent les Etats-Unis et tout ce qu'ils défendent ». « L'Amérique, à l'heure actuelle, est moins menacée par des Etats conquérants que par des Etats faillis [comme l'Irak], ce qui sonne le glas pour de nombreux éléments clés des stratégies de la période de guerre froide. Un des éléments les plus frappants de ce document de nouvelle stratégie réside dans l'insistance selon laquelle « le Président n'a pas l'intention de permettre à une quelconque puissance étrangère de combler le retard pris sur l'énorme avance acquise par les Etats-Unis, telle qu'elle s'est affirmée depuis la chute de l'Union soviétique, il y a une décennie ». « Nos forces seront assez solides », affirme le document de Bush « pour dissuader des adversaires potentiels de poursuivre un projet de constitution d'une force militaire qui puisse surpasser, ou même égaler, la puissance des Etats-Unis ». Avec une Russie qui est autant entravée financièrement, cette doctrine semble visée des puissances comme la Chine qui accroît ses forces conventionnelles et militaires. »

Tout cela est en conformité : avec les thèses développées dans la Nuclear Posture Review de janvier 2002, avec les discours de Rumsfeld, avec le dernier entretien accordé par Condoleezza Rice au Financial Times (23 septembre 2002). Le quotidien anglais résumait ainsi son point de vue : « En résumé, Mademoiselle Rice et Monsieur Bush croient qu'ils peuvent à la fois dominer d'autres pays et construire des alliances avec eux. La suprématie militaire des Etats-Unis, disent-ils, doit dissuader d'autres pays de poursuivre leur propre accroissement de moyens militaires et les pousser à étendre la collaboration dans d'autres domaines. »

Le marché de l'énergie du XXIe siècle

C'est à la lumière de cette orientation d'ensemble de l'impérialisme américain qu'il faut appréhender la nouvelle guerre contre l'Irak. Les déséquilibres et instabilités politiques - à l'échelle d'un pays ou d'une région - que peut provoquer une telle guerre sont intégrées dans une telle stratégie. Ils sont susceptibles d'offrir des occasions de

reconfigurer des rapports de force en faveur des Etats-Unis et/ou d'un de leurs alliés privilégiés, d'assurer la prise de contrôle de certains pays (« changer le régime »), avec ses nouvelles ressources, d'établir de nouvelles alliances, d'affaiblir les positions de leurs concurrents actuels et potentiels.

Il y a là une manifestation caractéristique d'une entreprise impérialiste de redistribution des « zones d'influence », de conquête et de pillage. Tout cela dans un contexte où le capital financier a imposé ses règles de « déréglementation » et où les « pressions » des peuples dominés de la « périphérie » ainsi que de la classe ouvrière américaine se sont allégées, en synchronie avec l'implosion des sociétés collectivistes bureaucratiques.

Dans l'actuelle conformation de la prééminence des Etats-Unis, la dimension militaire est cruciale. Elle corsette les contradictions inter-impérialistes à l'avantage des Etats-Unis. Car, fait exceptionnel dans l'histoire, ce pays est la première puissance et le premier débiteur du monde. Les flux financiers en provenance de l'Europe, du Japon et du reste du monde financent les déficits américains. D'où l'intérêt de maîtriser d'autres flux, ceux du pétrole entre autres, une source d'énergie qui est au centre d'un carrefour industriel décisif, allant de la chimie à l'électronique en passant par l'automobile.

Ici, l'Irak prend la place d'une « superpuissance » faillie. Si les Etats-Unis dépendent des flux financiers canalisés sur Wall Street, ils sont de même « enchaînés » aux importations de pétrole pour leurs besoins énergétiques. Le National Energy Policy Report de mai 2001 - connu sous le nom de Rapport Cheney - indiquait deux priorités : accroître et assurer, sur le long terme, l'accès aux ressources pétrolières de la région du Golfe persique ; diversifier l'approvisionnement.

Or, l'Irak dispose des deuxièmes réserves pétrolières prouvées du monde : 112 milliards de barils. Mais il y a plus de deux décennies que les recherches géologiques ont été interrompues ; et seulement 24 de ses puits sont en fonction sur 73. Diverses estimations placent dès lors les réserves irakiennes à hauteur de 250 milliards de barils (pour comparaison : 49 milliards de réserves prouvées pour la Russie) (3). De plus, ce pétrole est de très bonne qualité, son coût d'extraction très bas, son transport aisé. Autrement dit, la maîtrise des ressources pétrolières de l'Irak permettra d'avoir une influence déterminante sur les marchés de l'énergie du XXIe siècle.



attac

Ce pétrole est donc l'enjeu de nombreuses convoitises. Lors du débat à l'ONU sur les « sanctions intelligentes » (smart sanctions) contre l'Irak, en juin 2001, la France proposait une résolution permettant des investissements étrangers dans le pétrole, ce d'autant plus que le manque de pièces de rechange rendait problématique la production en cours. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont bloqué le projet. Malgré ces obstacles, diverses firmes pétrolières ont passé des contrats avec le gouvernement irakien. Elles ont acquis des droits de prospection et l'extraction directes, contournant ainsi la politique traditionnelle de la firme d'Etat irakienne.

Mais tous ces plans risquent bien de s'écrouler. Car les Etats-Unis s'intéressent de près au « changement de régime » en Irak. Et les contrats des sociétés américaines, européennes, russes et chinoises concernant l'exploitation de certains champs pétroliers - qui recèlent 44 milliards de barils selon l'Agence internationale de l'énergie dans son World Energy Outlook 2001, c'est-à-dire un total équivalent aux réserves conjointes des Etats-Unis, du Canada et de la Norvège - seront déclarés nuls et non avenues... en cas de « changement de régime ». Ahmed Chalabi, le dirigeant du Congrès national irakien (un regroupement de l'opposition financée par les firmes pétrolières américaines et soutenu par l'administration Bush), a poliment fait savoir qu'il favoriserait les implantations des consortiums américains et que les contrats signés par Saddam Hussein seraient considérés sans valeur légale... à moins que le nouveau gouvernement ne les reconnaisse. Quant à la prospection de vastes régions, la firme de Dick Cheney, Halliburton - avec ses acquisitions, Landmark Graphics et Numar Corporation, spécialisées dans l'évaluation des réserves de pétrole et de gaz - sera au premier rang pour valoriser les « avoirs irakiens » en sous-sol. C'est le volet aide au développement de la néo-recolonisation.

« Alignez-vous »

James Woosley éclaire un autre aspect de la politique d'alliance des Etats-Unis en vue d'« éliminer les armes de destruction massive » et de « changer de régime » en Irak. J. Woosley, ancien directeur de la CIA, déclare sans ambages que les négociations entre les membres du Conseil de sécurité de l'ONU s'effectuent sur un fond de froids marchandages : ceux qui s'alignent avec les Etats-Unis auront droit au partage des dépouilles, les autres devront réfléchir à leurs futures alliances.

Or, le contrôle du pétrole irakien permettra non seulement aux Etats-Unis de disposer de « dépôts » garantissant la régularité d'approvisionnement en cas de crise avec l'Arabie saoudite, mais aussi d'un instrument de pression sur le prix du pétrole. Suivant le volume extrait - ne serait-ce que pour payer la guerre - l'OPEP sera affaiblie, et avec elle le Venezuela de Chavez. Quant à l'Arabie saoudite, lorsque le cours du pétrole trouvera le plancher des 18 dollars le baril, sa stabilité financière sera ébranlée. Les Etats-Unis disposeront ainsi d'un bras de levier efficace pour accompagner un autre type de changement de régime. Suivant les cours du pétrole, les investissements en Russie peuvent être rapidement dévalorisés - le coût d'extraction en Sibérie étant élevé. Toute l'économie russe s'en ressentirait. Poutine et ses acolytes de Lukoil le savent. Les Etats-Unis ont déjà réussi à ébrécher le monopole russe sur le transport du pétrole avec le lancement de l'oléoduc Bakou (Caspie)-Tbilissi (Géorgie)-Ceyhan (Turquie). La grogne d'un Schröder face aux initiatives musclées de Bush se révélera vite fortement électorale. Sa visite à Blair le 24 septembre marque la première étape d'un réalignement. L'appel à l'ordre du PDG du puissant groupe Siemens, Heinrich von Pierer, sera entendu : « Les relations de l'Allemagne avec les Etats-Unis sont particulièrement importantes : l'accord sur les valeurs politiques fondamentales et l'orientation économique ne doit pas être froissé à la légère [...]. Les récents commentaires de M. Schröder sur la politique américaine en direction de l'Irak étaient indiscutablement nourris par la chaleur d'une campagne électorale. » (6) Les alignements sur la position américaine se feront plus vite que d'aucuns le pensent. Les prises de position des impérialismes européens ne méritent pas la flatterie d'une certaine gauche.

Bush et l'industrie d'armement

« Au moins 32 importants responsables de l'administration [Bush] sont soit d'anciens membres de conseils d'administration, soit des consultants, soit des actionnaires importants de sociétés fournissant de l'armement ; et 17 de ces responsables [nommés par le cercle présidentiel] ont des liens avec des fournisseurs décisifs du système de défense par missiles : Lockheed Martin, Raytheon, Boeing et Northrop Grumman. » Voilà ce que l'on pouvait lire dans le Washington Post du 18 août 2002.

Cette situation faisait dire à W.H. Hartung, spécialiste des questions d'armement : « En bref, l'industrie de l'armement nucléaire n'a pas besoin de groupes de pression dans l'administration Bush



attac

- à un fort degré ils sont l'administration Bush.»
(The Nation, 13 juin 2002)

Ce constat doit être apprécié à la lumière de la doctrine militaire de l'administration républicaine sur l'armement nucléaire et sur son possible usage. En mars 2002, elle fut exposée, dans ses grands traits, par William M. Arkin. Il expliquait que, d'une part, cette politique impliquait « des plans intégrés et sensiblement amplifiés pour la conduite de guerres nucléaires » et qu'elle « allait à l'opposé d'une doctrine [...] ayant relégué les armes nucléaires à la catégorie d'armement de dernier recours » (Los Angeles Times, 10 mars 2002).

Depuis lors, un grand nombre d'études et d'articles permettent de dégager les trois éléments qui conduisent des éditorialistes américains à souligner que, aujourd'hui, « les armes nucléaires ne sont pas seulement un autre élément de l'arsenal » (New York Times, 10 mars 2002). Premièrement, le Pentagone a la charge de mettre au point des plans impliquant l'usage d'armements nucléaires contre des ennemis potentiels disposant ou non de telles armes. Deuxièmement, le seuil autorisant l'usage d'armes nucléaires doit être abaissé : la survie des Etats-Unis n'est plus le critère. Les « représailles » contre l'utilisation d'armes chimiques ou biologiques dans une partie du monde, un conflit sur le statut de Taïwan ou simplement « des développements militaires inattendus » justifieraient l'usage d'armes nucléaires. Troisièmement, il faut développer des armes nucléaires miniaturisées afin d'attaquer des bunkers qui résisteraient à des armes dites conventionnelles.

Ces destinations « civilisées » de l'armement nucléaire s'inscrivent dans une nouvelle stratégie de déploiement de l'armement nucléaire. Cette dite « nouvelle triade » inclut : 1° un système de frappe (avec des armes nucléaires et non nucléaires) ; 2° un système de défense antimissile (bouclier) ; 3° un renouvellement des infrastructures à cet effet.

Au vu de ces développements, deux questions sont légitimes : à quelles sociétés profiteront ces nouvelles commandes d'armement ? quels sont les représentants du lobby militaire, qui planifient achats et dépenses gigantesques ? En 21 mois, l'administration Bush a déjà réclamé plus de 150 milliards de dollars de nouvelles dépenses pour l'armement, alors que les dépenses pour la sécurité interne ont doublé : passant de 18 à 38 milliards.

A la première question - les bénéficiaires ? - la réponse est relativement simple. La concentration dans l'industrie de l'armement s'est opérée à un rythme soutenu. On retrouve donc parmi les allocataires des rentes budgétaires un nombre restreint de sociétés : Lockheed Martin (constructeur du F-16, du F-22 Raptor, du AC-130 et du futur Joint Strike Fighter/F-35), General Dynamics (technologies de guidage pour divers types d'armes), Boeing et sa division McDonnell Douglas (transporteurs et bombes « intelligentes » : les Joint Direct Attack Munition), Raytheon (les missiles Tomahawk, Tow, Maverick, Javelin et les bombes anti-bunker GBU-28...), Northrop Grumman (le bombardier B-2, le F-14, le Global Hawk, avion sans pilote...), TRW (Thompson-Ramo-Wooldrige, spécialisé dans les systèmes de communication), Bechtel (constructeur de sites en tous genres dans le Nevada comme en Arabie saoudite ou au Qatar).

A cela, il faut ajouter un grand nombre de laboratoires (Los Alamos, Livermore...) et des universités. Voilà de quoi subventionner, sans « distordre la libre concurrence », des secteurs entiers de l'industrie américaine, au grand dam des compétiteurs européens. La suprématie technologique est un facteur important de la stratégie impérialiste et la puissance militaire permet d'imposer des contrats de vente de systèmes d'armement américains, de la Corée du Sud à l'Australie (Voir « Gripes Over U.S. Grip on Arms Trade », Far Eastern Economic Review, 26 septembre 2002).

Les vedettes du lobby militaire dans l'administration Bush rivalisent avec celles du secteur pétrolier. Dick Cheney, le vice-président, était membre de la direction d'un organisme fort influent dans le domaine de l'armement : le Center for Security Policy. Sa femme, Lynne Cheney, siégeait au conseil d'administration de Lockheed Martin et recevait 120 000 dollars pour quatre réunions annuelles. Donald Rumsfeld, secrétaire à la Défense, a durant de longues années été associé au Center for Security Policy et membre de deux commissions ayant en charge l'étude sur le bouclier antimissile et la militarisation de l'espace. Stephen Hadley, membre actuel du Conseil national de sécurité, travaillait auprès de la firme d'avocats représentant Lockheed Martin. Pete Aldrige, sous-secrétaire à la Défense, chargé des achats, vient de chez McDonnell Douglas Electronics Systems (PdG de 1988 à 1992), puis d'Aerospace Corporation, qui est en 33e position parmi les fournisseurs du Pentagone. Robert Joseph, assistant spécial du président Bush, était déjà présent dans l'administration de Bush père et de



attac

Reagan et disposait d'une grande influence dans la National Defense University qui entretient des liens étroits avec l'industrie d'armement. Paul Wolfowitz, sous-secrétaire d'Etat à la Défense, a été ambassadeur américain en Indonésie de 1986 à 1989 (sous la dictature de Suharto), puis sous-secrétaire à la Défense, aux côtés de Dick Cheney sous Bush père. Il a aussi servi de consultant pour Northrop Grumman. Stephen Cambone, un des hommes de Rumsfeld pour traduire les choix militaires en postes budgétaires (il est directeur de Bureau de programmation), fut un des directeurs de recherche à la National Defense University. Richard Perle, président du Defense Policy Board, organisme de liaison entre l'administration présidentielle et le Pentagone, est réputé pour son ardeur en faveur d'une intervention militaire en Irak. Il a servi sous Reagan et enseigne toujours auprès de l'Institut des entreprises américaines : American Enterprise

Institute. Peter B. Teets, sous-secrétaire responsable des forces aériennes, était président de Lockheed Martin de 1997 à 1999. Il commença sa carrière chez Martin Marietta (firme de Denver qui fusionna avec Lockheed en 1995). Gordon England, secrétaire aux forces navales, a été vice-président de General Dynamics de 1997 à 2001.

1. Los Angeles Times, 10 septembre 2002.
2. Voir l'étude de Frances FitzGerald « George Bush & the World », in The New York Review of Books, 26 septembre 2002.
3. Raad Alkadiri, « The Iraqi Klondike. Oil and Regional Trade », Middle East Report, 220, automne 2001.
4. Washington Post, 15 septembre 2002.
5. El Pais, 16 septembre 2002.
6. Financial Times, 24 septembre 2002.

(*) coordinat@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.